CAPNA la cgt Finances Publiques

Montreuil, le 18/11/2019

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES :
Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex - www.financespubliques.cgt.fr -
✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr - ✆ : 01.55.82.80.80 - 🖷 : 01.48.70.71.63
Suivez-nous sur facebook ou twitter : : @cgt.finpub (Syndicat National CGT Finances Publiques) : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

Compte rendu des élu.es de la CAPN A

Titularisation
Stage Pratique Probatoire Prolongé
Promo 2018/2019

Après lecture des déclarations liminaires, le Président de la CAP, Gaël Grimard a répondu sur certains points évoqués par les organisations syndicales. Sur tous les points de politique générale et sur le plan Darmanin de destruction de la DGFIP, il n'a pas répondu. Le débat a donc tourné sur les questions de scolarité et les problématiques liées à l'ENFIP et au stage pratique probatoire (SPP).

Le président de la CAP a reconnu que le SPP était très important et reste un point de désaccord avec les organisations syndicales. Il a précisé que pour les cinq inspecteurs dont le SPP était prolongé, le temps d'appréciation des qualités pour faire un « *bon inspecteur* » avait été suffisamment long, de six mois. Deux inspecteurs stagiaires ne l'ont toujours pas validé.

Pour la CGT, compte tenu des délais accordés aux chefs de services, on peut facilement ramener celui-ci à 4 mois et demi, ce qu'a bien voulu reconnaître le président.

En réalité entre le début du stage et l'évaluation finale, deux mois se sont écoulés. Comment la DG peut-elle évaluer de façon objective en seulement si peu de temps ? Avant la rénovation de la formation initiale des cadres A, le stage pratique durait 6 mois, n'était pas probatoire et les stagiaires bénéficiaient d'un stage découverte et d'un stage d'approfondissement pendant la formation théorique

Ce stage doit permettre de mettre en pratique les acquis théoriques dispensés pendant la formation initiale, et non de sanctionner des stagiaires sur leur savoir faire et savoir être par une évaluation émise par le chef de service et le tuteur.

Pour le président de la CAP, le renouvellement du SPP a permis à trois des stagiaires en difficulté de corriger le tir, de modifier leur comportement et d'évoluer pour montrer leurs capacités à être de futurs bons inspecteurs.

Concernant le stage probatoire

La CGT a de nouveau insisté et expliqué son opposition résolue au stage probatoire qui constitue un vrai recul dans la formation initiale à la DGFIP.

La CGT est intervenue pour dénoncer les modalités du stage pratique pour une majorité d'inspecteurs : pas attendus, pas de bureaux, pas d'habilitation aux applications informatiques, tuteur au rabais et surtout pas d'accompagnement social. Ainsi, beaucoup ont été confrontés à des difficultés pour trouver un logement.
De plus, l'unité de compétence « *Comportement et intégration dans le service* » comporte 5 items dont les 3 premiers doivent obligatoirement être validés . Dans cette UC existe l'item « *Positionnement* ». **Cet item n'est pas neutre mais injuste** car le positionnement d'un cadre A en brigade de vérification n'est pas le même qu'un cadre A en SIP/SIE/SPF/Trésorerie, CDIF, surtout en matière de management.

Concernant le caractère probatoire du stage il s'avère crucial.

- Si la formation théorique n'est pas validée mais que le stage l'est : le stagiaire se voit redoubler sa formation,
- Si la formation théorique est validée mais pas le stage : le redoublement n'est pas possible.

Il ne reste comme possibilité que le reversement dans le grade d'origine si le stagiaire était déjà dans l'administration ou le licenciement pour les stagiaires externes.

Pour la CGT, cela soulève un problème, En effet, tout l'investissement d'un stagiaire durant 7 mois est balayé par un jugement subjectif sur une durée de deux mois et demi.

Sur la scolarité des inspecteurs stagiaires

Le directeur par intérim depuis six mois, M Ramir, a précisé que le bilan de la première nouvelle scolarité était satisfaisant mais que des aménagements étaient apportés à celle en cours. Le cadencement des cours a ainsi été allégé pour permettre des temps de respiration aux élèves.

Concernant la place des @-formations

M Ramir a indiqué que l'@-formation a toute sa place dans l'enseignement.

Pour la CGT, la place qui lui est accordée est excessive et pas forcément adaptée à une scolarité.

Concernant la dématérialisation des cours

Pour la DG, ce n'est pas un dogme intangible mais c'est un principe qui est aussi appliqué dans les services.

Pour la CGT, tous les cours et exercices ne peuvent être dématérialisés, notamment la comptabilité. Il faut adapter les supports suivant les cours.

Concernant l'aménagement des cours

Pendant les mouvements sociaux, aucune décision n'a encore été prise pour la journée du 5 Décembre à Paris pour les établissements de Noisiel et Noisy-le-Grand. Pour M. Ramir, il est nécessaire que les élèves de toutes les écoles avancent en même temps, en soient au même point pour les évaluations.

Pour la CGT, une décision doit être prise rapidement, dans l'intérêt des stagiaires.

L'évocation des dossiers des deux stagiaires non titularisés a donné lieu a un débat nourri entre les représentants des personnels et la parité administrative, renforcée par le président de la commission d'évaluation des compétences (CEC), le directeur de l'ENFiP et certains directeurs d'établissement. Les élus ont pu développer leurs arguments mais l'impression générale a été que la conviction des représentants de la direction générale était déjà forgée et du coup, pas susceptible d'être modifiée. En particulier, le crédit inconditionnel attaché aux arguments et considérations des chefs de services ayant accueilli les stagiaires bloque toute possibilité d'influer sur les débats.

Plus globalement, la CGT a la désagréable impression que la mise en place du stage probatoire devait à tout prix être validée à posteriori, et que pour ce faire, il était inconcevable de titulariser l'ensemble de cette promotion.

- **Vote pour la titularisation de 3 inspecteurs stagiaires des Finances Publiques**
  ***POUR* :** administration, FO, Solidaires, CFDT et CGT

- **Vote pour la réintégration d'un inspecteur stagiaire des Finances Publiques dans son corps d'origine, contrôleur FiP**
  ***POUR* :** Administration
  ***CONTRE* :** FO, Solidaires, CFDT et CGT

- **Vote pour le licenciement d'un inspecteur stagiaire des Finances Publiques**
  POUR : Administration
  ***CONTRE* :** FO, Solidaires, CFDT et CGT